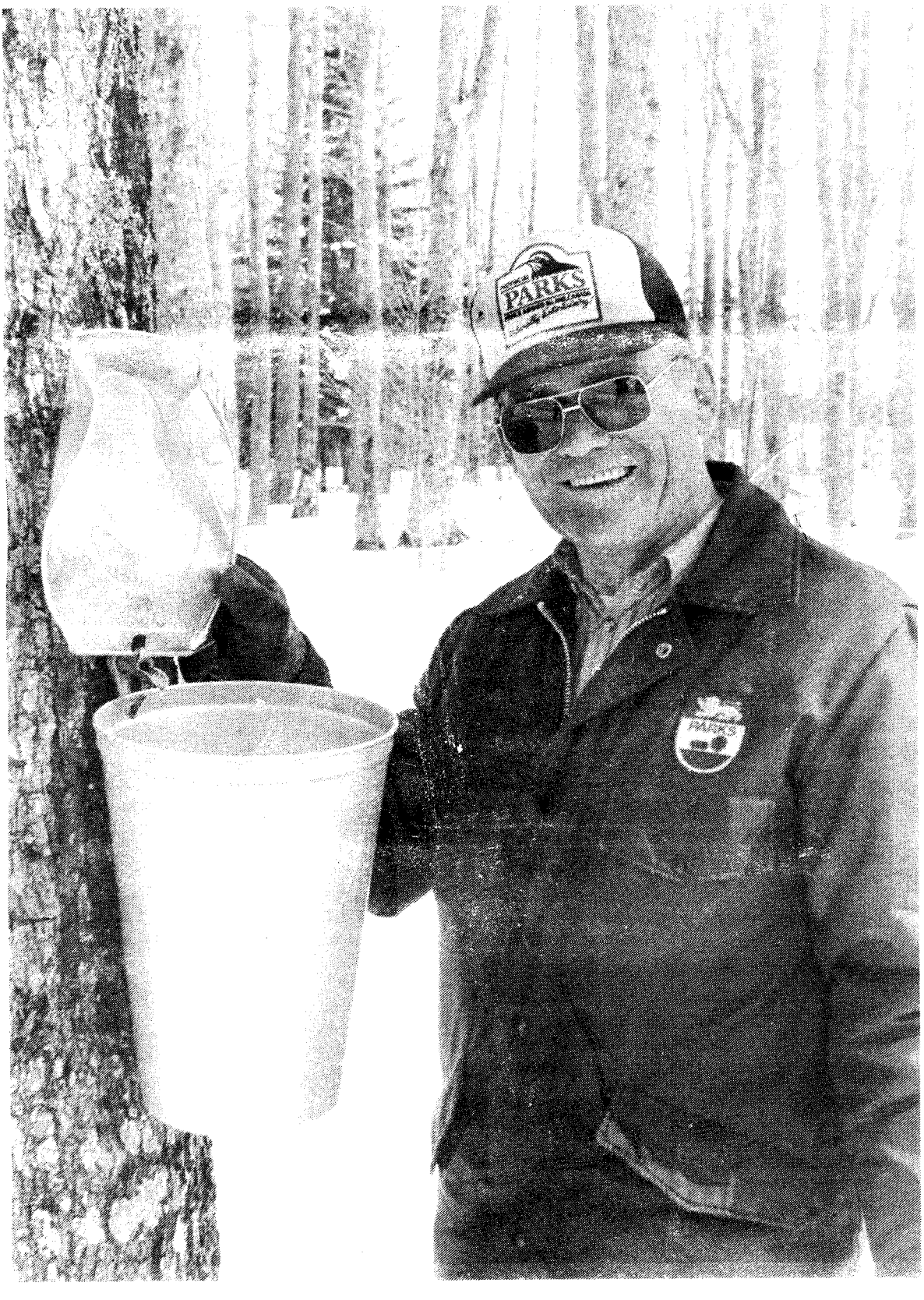
Voulez-vous du sirop d'érable?



Par E. Elizabeth ***CRAN***

La saison du sirop d'érable n'a commencé ce printemps que la troisième semaine de mars, soit environ une semaine plus tard que d'ordinaire. Comme on sait, le soleil ne brillait pas trop entre le 15 et le 21 de ce mois, ce qui décourageait «l'eau d'érable» de remonter les troncs des arbres et couler dans les chaudières.

Cependant la saison ne se prolongera pas plus que d'ordinaire M. Leroy Arsenault, prépose au projet des érables du parc provincial de Mill River, explique qu'après la troisième semaine d'avril il fera trop chaud. Il n'y aura plus ce contraste entre les journées ensoleillées et les nuits où tout gèle, qui fait couler «l'eau d'érable».

Pendant ces quatre semaines, les employés à Mill River s'occupent de 115 érables. Des chaudières sont attachées à 3.5 d'entre eux, tandis que les autres font partie d'un système de tuyaux de plastique qui amène «l'eau d'érable» des arbres à sa destination.

Bien que les visiteurs soient les bienvenus au parc tous les jours pendant les heures dc travail, il y a chaque année un dimanche ou un samedi consacré à la démonstration de la fabrication du sirop et de la tire. Cet événement aura lieu vers le milieu d'avril, et sera annoncé dans les journaux. On peut également s'informer auprès du bureau des parcs provinciaux de la région Prince ouest. *

Leroy* Arsenault** fait le tour ***des chaudières pour récolter l'eau d'érable, dont on fait le sirop et la tire d'érable. C'est une activité très populaire chaque printemps au parc Mill River. (Photo Debbie Home)

Commission d'étude sur les Jeux de l'Acadie

Les dates, endroits , thèmes principaux de la tournée de consultation sont connus

La Commission d'étude sur les Jeux de l'Acadie a récemment établi le calendrier et le contenu de sa tournée de consultation, selon un communiqué.

Ainsi, la région Kent sera la première à être visitée alors que les membres de la Commission y seront présents le mercredi 14 avril. La région de la Nouvelle-Écosse suivra, le vendredi 16 avril, alors que ce sera au tour de la région Restigouche le lundi 19 avril.

Dès les deux jours suivants, c'est-à-dire le mardi 20 avril, les discussions reprendront dans la **région Chaleur.**

Les audiences publiques auront lien. le mardi 27 avril dans le Madawaska-Victoria, le jeudi 29 avril, à l' Île-du-Prince-Édouard, le lundi 3 mai dans la région de la Péninsule Acadienne puis finalement le mardi 4 mai dans la région du Sud-Est.

Les huit régions constituant la Société des Jeux de l'Acadie inc. seront donc tour à tour visitées par la Commission d'étude sur les Jeux de l'Acadie dont le mandat est de recueillir un maximum d'informations sur le phénomène des Jeux de l'Acadie.-

«Toute personne qui a à coeur le phénomène des Jeux de l'Acadie se doit de prendre part à l'une de ces audiences publiques, que ce soit à titre d'athlète, parent, personne bénévole, enseignante ou enseignant ou tout simplement en tant qu'ami.e des Jeux de l'Acadie» d'indiquer le président de la Commission d'étude, Roger Mazerolle.

Ce dernier poursuit en précisant que : «Trois thèmes majeurs dirigeront les discussions. Les questions élaborées dans chacun de ces trois principaux secteurs sauront sans aucun doute susciter d'intéressantes interventions de la part des personnes présentes.»

Ainsi, une première section portera sur **l'orientation** des Jeux de l'Acadie. On entend' à ce niveau discuter de la vision qui doit être, établie pour les Jeux de l'Acadie, la mission de ces Jeux et les valeurs qu'ils doivent véhiculer.

Une deuxième section aura pour thème majeur l'ensemble de la programmation sportive. Des questions portant sur le niveau de participation, les groupes d'âge, les sports au programme des Jeux, les Jeux régionaux, la Finale des Jeux de l'Acadie et les moyens de reconnaissance offerts aux Jeux de l'Acadie ne sont que quelques-uns des points qui seront explorés.

Une troisième et dernière portion des éléments de discussion s'adressera aux ressources financières et humaines des Jeux de l'Acadie de même qu'à des aspects plus généraux des Jeux. Il va sans dire que tout aspect des Jeux pourra être également apporté à l'attention des membres de la Commission lors de ces audiences publiques.

«Le cadre de discussions servant de document de base aux audiences publiques sera distribué en région au cours des prochains jours. La Société des Jeux de l'Acadie entend également se doter d'un numéro l-800 pour la durée de ces audiences publiques afin d'offrir l'opportunité à toutes et à tous d'entrer en communication avec notre bureau et recevoir des informations sur cet important exercice de consultation» d'indiquer Roger Mazerolle. Le président de la Commission d'étude sur les Jeux ajoute que «les détails quant à l'endroit précis des différentes audiences seront annoncés dès les prochains jours.»

Rappelons en terminant que la tournée régionale de consultation mènera à la tenue à l'automne prochain d'un important colloque-synthèse puis au développement d'un plan stratégique pour les Jeux de l'Acadie.

Ligue de ballon-volant du mardi soir

(J.L.) La ligue de ballon-volant du mardi soir se réunit tous les mardis soirs au gymnase du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean. C'est une ligue indépendante du Carrefour et la plupart des équipes ont un commanditaire officiel. *

L'équipe Sun life est composée ***de Michael Paquette, de Mary Lemieux, de Marlène Landry et de Patsy Gaudet. Au second rang, on voit Étienne*** **Dion, Carl Lemieux, Alex Robert ef** ***Jean*** **Belliveau. (Photo : Gracieuse de la ligue** ***de*** **ballon-volant)**

L' équipe Gaudreau Fine Woodworking est composée de Daniel Hébert, **de** ***Stéphane*** **Paquette et de Odeffe** ***Leblanc.*** **Au** ***second rang, on*** **voif** ***Eunice*** **MacIntyre** ***Chris Bourgeois, Patricia Morin et Odette Gallant (Photo : Gracieuseté de la ligue de ballon-volant)***

Les berceuses de Mont-Carmel font une belle cueillette

(J.L.) Elles étaient 17 à se bercer le dimanche 4 avril, dimanche des rameaux. Et tout en se berçant, elle ont amassé la somme de 2 220 $. C'est quelques centaines de dollars de plus que l'année passée. Les dames de la paroisse Notre-Dame du Mont-Carmel tiennent ce bercethon chaque année, et les recettes vont à la paroisse. Elles en profitent aussi pour avancer leur travaux d'aiguilles et particulièrement, leur brochure (tricot).

Au premier rang, on voit Marianne Arsenault Aline Richard, Marguerite Gallant, Anita Arsenault, Marguerite Richard et Sophie Richard. Au second rang, on peut voir Hermine Richard, Léona Poirier, Aldine Aldine Gallant, Edna Arsenault, Alfreda Arsenault, Claudette McNeill, Cécile Aucoin, Rita Bernard et Joséphine Gallant.

Une femme, une étoile!

CET ARTICLE EST MARRAINÉ
PAR L'ASSOCIATION DES FEMMES ACADIENNES
ET FRANCOPHONES DE LA RÉGION ÉVANGÉLINE

Louise Arsenault : une femme et son violon

L'Association des femmes acadiennes et francophones de la région Évangéline parraine la parution d'une série d'articles mettant en vedette des femmes de notre entourage, qui contribuent, à leur façon, à l'enrichissement de la communauté. Nous présentons cette semaine le premier article de la série. II v en aura un toutes les deux semaines, jusqu'à la fin du mois de juin.

Louise Arsenault est une de ces personnes qui sèment la bonne humeur autour d'elles. Sa voix douce, ses paroles ponctuées de rires moqueurs, sont comme les notes d'une gigue ou d'un reel qu'elle joue sur son violon.

Louise Arsenault (Louise-à-Alyre-à-Joe-Narcisse-à-Joe-à-«Pano»)joue du violon depuis qu'un après-midi d'hiver, elle a pris le violon de son père pour jouer Les coqs du Nord. «J'avais la musique dans la tête, je savais que je pouvais le faire. Le même soir, je jouais le reel à Sainte-Anne.» Depuis ce jour où, à 7 ans, elle a commencé à jouer du violon, le goût pour la musique ne l'a plus laissée, que pour lui revenir encore plus fort.

De 8 à 10 ans, le monde venait la chercher pour qu'elle joue dans les soirées. «Ils passaient le chapeau et ramassaient de l'argent pour moi». Elle se rappelle bien des «Médé à Calice» à Urbainville, qui venaient la chercher souvent.

Apres qu'il a compris qu'elle ne casserait pas le violon, son père l'a beaucoup encouragée. «Il me chantait les tounes et je les apprenais par coeur, après je pouvais les jouer».

Ensuite, ses parents l'ont encouragée à se présenter dans des concours. «J'ai plus de confiance maintenant que je n'en ai jamais eu, mais dans ce temps-là, je me demandais si je gagnais par ce que j' étais la seule fille ou si c'était parce que je jouais bien.»

À l'adolescence, elle a laissé tout cela de côté. La gigue qu'elle dansait avec ses deux soeurs, le violon, et les concours.

D'une ville à l'autre, de peines en joies et de joies en peines, Louise Arsenault a appris à connaître la valeur de son talent. Et son amour de la musique n'en est que plus grand.

«C'est mon violon qui fait vivre ma famille (Louise a trois enfants, tous doués pour la musique). Je suis pas mal chanceuse de pouvoir faire ça. Mais cet hiver, j'ai commence à penser que peut-être, mon violon ne serait pas toujours là. Je commence à penser que je devrais retourner à l'école et avoir ma 12e année».

Le talent de Louise Arsenault est très apprécié dans la région etpartout où elle a joué, que ce soit en Louisiane, à Vancouver ou à Montréal. «J'ai voyagé avec ma musique». Ces voyages, les musiciens qu'elle a rencontres, ses amis ici dans sa région natale, lui ont fait comprendre qu'elle avait un style bien à elle, le style Louise Arsenault, qui est aussi un peu le style des vieux Acadiens, et qu'il était important pour elle de le garder. «Il y a personne d'autre qui a mon style, ça, c'est sûr».

La volonté de garder son style bien à elle ne l'empêche pas d'admirer beaucoup les violoneux. «Eddie Arsenault... Je pourrais me mettre là et le regarder jouer pendant des heures. La manière qu'il joue, on dirait

Louise Arsenault a reçu le titre de championne violoneuse de l'Île-du-Prince-Edouard, en 1989-90. Elle sera en spectacle le 23 avril au Centre de la Confédération, durant la Semaine de la francophonie.*

Café français international :

Voyage dans la francophonie internationale

Edgar Arsenault animera le café français international de Wellington.

Par ***VENNIN***

À Wellington et à Charlottetown, les 19 et 20 avril, des cafés français internationaux auront pour but de faire découvrir aux insulaires les autres cultures francophones. Des où nos cousins viendront raconter «leur» francophonie.

Des îles Maurice au Viet-Nam, du Rwanda en Roumanie, la francophonie réunit plus de 250 millions de personnes et 42 pays. C'est pour faire decouvrir cette mosaïque de peuples et de cultures qui ont en commun l'usage du français que Ricky Hitchcock, employé du Secrétariat des affaires francophones et coordonnateur de la Semaine de la francophonie, a eu l'idée de mettre sur pied des cafés français internationaux.

«Le but est de faire comprendre les différentes francophonies canadiennes et internationale», explique-t-il. Places sous le signe d'une rencontre «socio-culturelle et linguistique,,, les cafés réuniront des insulaires originaires du Cameroun, de France, de Belgique, de Suisse mais aussi du Québec, de l'Ouest canadien, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick...

Le public, ainsi enrichi de francophones de differents pays, aura donc la de discuter et de débattre des différences et des points communs entre les accents, les coutumes, les mets... Un animateur, Edgar Arsenault à Wellington (celui de Charlottetown n'est pas encore connu), sera charge de lancer le débat et de le nourrir au fur et à mesure de la conversation. De plus, à Wellington, différents artistes présenteront des spectacles.

«Ce seront des discussions très informelles», explique Brenda Gallant, animatrice communautaire pour Charlottetown-Souris et organisatrice du café du Carrefour. «On pourra comparer les différentes expériences pour nous en apprendre davantage sur les autres peuples francophones. »

Les cafés français internationaux auront lieu à Charlottetown le mardi *20* avril dans le salon communautaire du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean de 18 h 30 à 21 h et à Wellington, au Centre Vanier, le lundi 19 avril, de 19 h.

Apprendre le franqais, pourquoi?

Par Loïc ***VENNIN***

Depuis 1988, le nombre de fonctionnaires suivant des cours de français a plus que doublé. Ils étaient 40 en 1988. Il sont aujourd'hui 90. Mais pourquoi font-ils tant d'efforts, pourquoi prennent-ils de 9 à 12 heures sur leurs temps libres pour essayer de digérer les complexités de notre langue?

«Ils sont de plus en plus nombreux à vouloir apprendre notre langue.» Colette Arsenault enseigne le français pour la division de formation linguistique des fonctionnaires, un programme destiné à accroître le bilinguisme des employés provinciaux. Pour elle, l'intérêt pour le français à l'Île est «en augmentation,. La raison en est que «les anglophones prennent de plus en plus conscience qu'il existe des francophones à l'Île et qu'ils ont droit à des services dans leur langue», explique-t-elle.

Ainsi, même s'ils sont souvent «encouragés» par leur employeur à assister au cours, leur ministère désirant suivre la politique gouvernementale de développement du bilinguisme, tous les élèves sont volontaires. Et motives. C'est beau de voir comment ils donnent de leur temps personnel pour mieux répondre aux besoins des francophones,.

Les employés qui suivent la formation linguistique visitent le Musée acadien pour mieux connaître la culture acadienne.

Colette Arsenault estime en effet de 9 à 12 heures par semaine la quantité de travail nécessaire pour apprendre le français (six heures de cours plus les études personnelles). Et seuls certains d'entre eux ont des arrangements avec leur employeur pour prendre les cours sur leur temps de travail. Un effort qui devra de plus être fourni sur trois ans.

Pourquoi? «Ils veulent être capables de communiquer dans leur travail avec les francophones. Certains, comme ceux des manoirs et des hôpitaux, en rencontrent tous les jours. D'autres voyagent beaucoup et suivent des réunions nationales où ils préfèrent ne pas avoir à utiliser le service de traduction,,, explique Colette Arsenault.

Sur l'ensemble des étudiants (90 repartis sur 14 classes), la moitié est formée d'infirmières, de fonctionnaires des ministères des Forêts, de l'Agriculture et du Tourisme, précise Alice Arsenault, secretaire bilingue à la Division du perfectionnement du personnel.

Être capable de communiquer, c'est ce que désirent les élèves. Le but de l'enseignement, dispense en trois ans, est donc avant tout de donner les bases nécessaires à la conversation «sur presque tous les sujets», précise Mme Arsenault. Les cours sont donc formes de conversations-débats sur des sujets d'actualité tels les élections, quelquefois animées par des invites (des représentants de l'organisme humanitaire Jeunesse Canada-Monde par exemple).

Mais les enseignants s'efforcent aussi de faire comprendre la culture acadienne. Colette Arsenault fait ainsi visiter à ses élèves le Musée acadien Miscouche. Au bout de trois ans, d'anciens unilingues anglophones auront ainsi non seulement une connaissance de la langue mais aussi de la culture françaises.*

Entente Canada/Î.-P.-É : cinq ans au service du français

Par ***Loïc Vennin***

Signée le 27 juin 1988 entre l'Île et le Canada, l'Entente-cadre sur la promotion des langues officielles, qui a pris fin le 31 mars, doit être renouvelée ce mois-ci. Les changements seront minimes car, en cinq ans, l'ancienne entente a réussi à faire progresser le français à l'Île de façon remarquable.

Nous sommes en 1976. Les représentants de la Société Saint-Thomas d'Aquin (SSTA) remettent au gouvernement provincial le résultat d'un sondage effectue auprès de la population acadienne de l'Île. La conclusion est nette et précise ; la province souffre d'un manque cruel de services en français.

Le constat n'est pas tombe dans l'oreille d'un sourd et, un an plus tard, en 1977, le premier ministre annonce la formation du Comité consultatif des communautés acadiennes (CCCA). Sa mission? Conseiller le gouvernement provincial en vue d'améliorer les programmes à destination des Acadiens.

La machine est lancée. Elle ne devait plus s'arrêter. Sur les bases d'une étude menée par la SSTA et le CCCA, Charlottetown adopte, en octobre 1987, la politique des services en français (qui vise à les ameliorer). Pour mener à bien ce projet, la province va se doter d'une arme importante : le 27 juin 1988, l'Île et le Canada signent l'Entente-cadre sur la promotion des langues officielles.

Grâce à cet accord, la province recevra sur cinq ans quelque 7,5 millions de dollars qui vont financer une grande partie (environ 70 p. 100) des frais encourus par l'amélioration des services en français (11 millions de dollars au total). Cette manne financière va permettre de révolutionner le petit monde francophone à l'Île sur deux plans : le développement des services gouvernementaux en français mais aussi le développement communautaire.

Ainsi, en six ans, le nombre des postes désignés bilingues dans le gouvernement provincial aura été multiplie par plus de quatre (de 12 en 1987 à 57 aujourd'hui). Encore faut-il ajouter, à ces postes officiellement bilingues, les emplois occupes par une personne sachant parler français (environ une centaine).

Cela reste certainement peu par rapport au nombre total de fonctionnaires (3500) mais la province peut maintenant se vanter d'avoir un service bilingue «un peu partout», assure Rejeanne Gallant, directrice du Secretariat des affaires francophones à Wellington. L'amélioration des services bilingues ne s'est en effet pas concentrée sur un seul secteur mais a voulu créer une «base assez large», explique Mme Gallant.

Un effort spécial a neanmoins été consenti sur le secteur de la santé. Selon plusieurs sondages, les Acadiens ont toujours fixe comme priorité numéro un l'obtention de services en français pour les soins dispenses aux personnes âgées et aux jeunes. Les hôpitaux et les foyers pour personnes âgées ont donc reçu une attention tout particulière et, aujourd'hui, la formation linguistique en français des fonctionnaires, créée dans le cadre de l'Entente, reçoit un grand nombre d'infirmieres ou d'employés des foyers.

Parallèlement, l'Entente a permis le développement du Centre de services régional à Wellington ainsi que de son satellite à Tignish et la création du Secretariat des affaires francophones. De plus, sur le plan du developpement communautaire, l'Entente a finance en partie le nouveau Musée acadien à Miscouche, ouvert en 1992, le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean ouvert officiellement la même année et a fortement développe les services français dans les bibliothèques publiques.

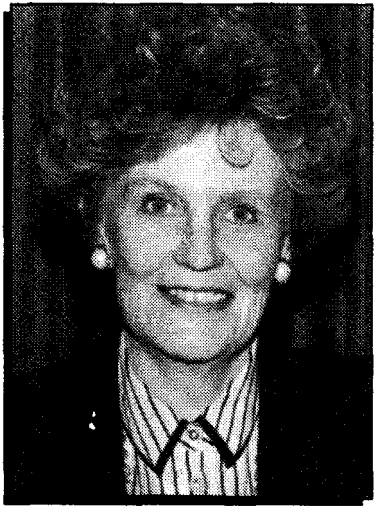
Un ensemble qui permet à Rejeanne Gallant de dire que le bilan des cinq ans de l'Entente est «très positif». La formulation du nouvel accord, qui devrait être signe ce mois-ci, ne devra donc pas beaucoup changer. La dernière consultation de la population acadienne (des réunions ont lieu tous les automnes pour tester le pouls de la communauté) a en effet montre que les francophones veulent avant tout continuer dans la même voie.

Les employés *du Secrétariat des affaires francophones et du Centre de services régional Évangéline à Wellington. forment une équipe dynamique. Au premier rang on voit Diane Gallant et Amand Arsenault respectivement secretaire-réceptionniste et directeur du Centre de services régional. Au second rang, on voit Mona* ***Arsenault, Odette Cyr*** *et Réjeanne Gallant, respectivement secrétaire, traductrice et directrice a Secrétariat des affaires francophones; Jean-Louis Arsenault, agent bilingue en développement culturel; Edgar* ***Arsenault,*** *agent bilingue en sports et loisirs; et Roland Richard, préposé à la conservation de la faune. Absente de la photo est Colette Gallant, agent bilingue en développement touristique (par intérim,*

La directrice du Secrétariat des affaires francophones s'est ainsi fixe l'objectif «d'avoir une personne clé dans chaque ministère qui pourrait nous aider à y développer les services en français.» Une recette qui a fait ses preuves dans la Commission des services hospitaliers, où la présence d'une personne-ressource y a permis un développement impressionnant du bilinguisme.

Mais les Acadiens veulent aussi s'assurer que ce qui est en place sera maintenu. «Le prochain but à atteindre est d'institutionnaliser les déclare Mme Gallant, par l'intermédiaire d'une loi qui officialiserait les services en français ou en développant suffisamment ses services dans chaque ministere qu'ils en deviendraient indispensables. S'assurer que, dans l'avenir, on ne reivendra pas sur le chemin parcouru, est d'autant plus important en ces temps de réductions budgetaires qui font déjà dire à Mme Gallant «qu'on ne pourra pas s'attendre à avoir autant d'argent que les années passées.» Mme Gallant le dit bien nettement : «On sera obligé de faire des coupures.» Apres cinq ans de développement les services en français vont-ils connaître un ralentissement?*

Message de la Première ministre



A l'occasion de cette deuxième Semaine provinciale de la francophonie, c'est avec plaisir que je transmets mes plus sincères félicitations aux organisateurs de cet événement.

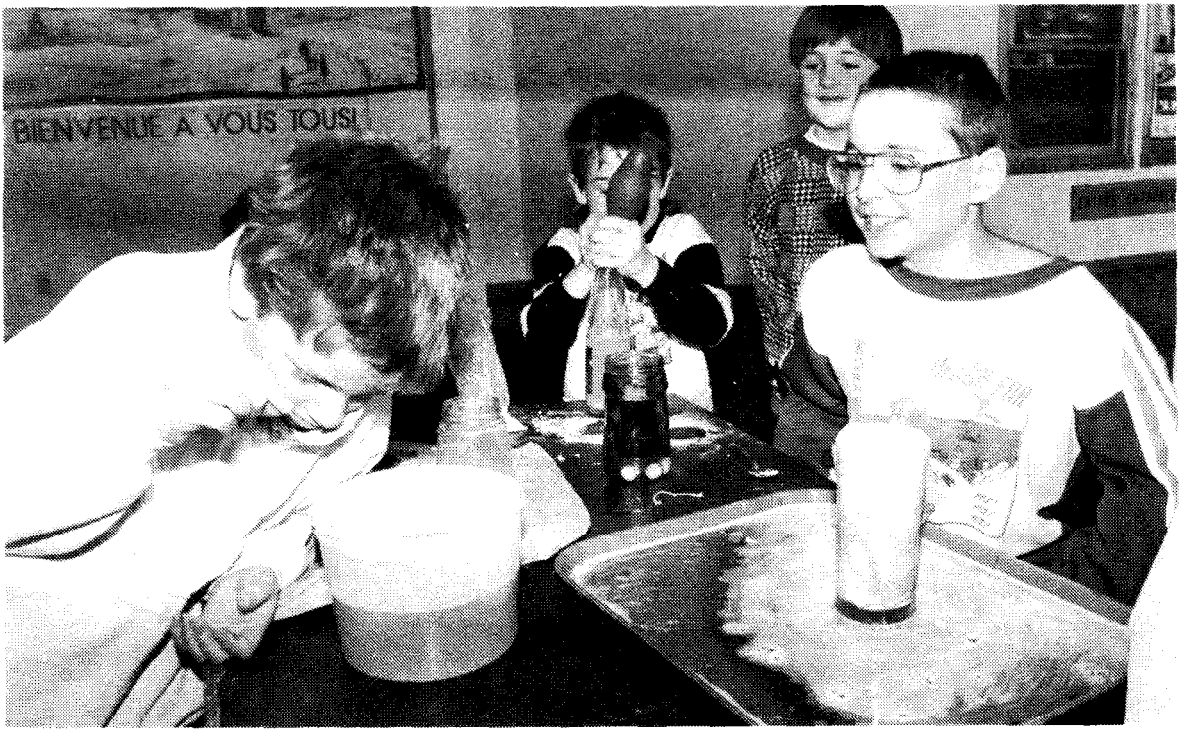
La communaute francophone insulaire est une communaute très dynamique. Le gouvernement se doit d'encourager les membres de cette communauté ainsi que de collaborer avec eux afin de les aider à réaliser leurs aspirations et à maintener un milieu de vie dans lequel ils se sentent bien.

La tenue de cette Semaine démontre à quel point la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Edouard veut prendre son avenir en main et est consciente de l'importance de dévolopper chez ses membres un sentiment de fierté et d'appartenance. Le gouvernement doit reconnaître l'importante contribution qu'ont apportée les francophones de l'Île à notre patrimoine historique, culturel et linguistique. II est également très important que la communauté anglophone puisse être en mesure de reconnaître et d'apprécier à sa juste valeur cette contribution.

Je suis fière des réalisations qui ont été faites jusqu'à maintenant dans le cadre de nos programmes de prestations de services en français; une fois de plus, l'I-P.-E. pourra servir d'exemple au reste du Cananda.

Bonne Semaine de la francophonie tous!

Les Débrouillards Évangéline prennent congé



De gauche à droite, on voit Mathieu Gallant Alexandre Poirier, Janelle Arsenault et Denis Arsenault Charles Arsenault est caché derrière Mathieu.

(J.L.) Sept jeunes scientifiques de la région Evangéline ont participe durant les six dernières semaines au Club des Débrouillards, mis sur pied à l' école. Le samedi 3 avril, les jeunes scientifiques avaient rendez-vous à Place du Village, à Wellington, pour y faire une démonstration de leur savoir-faire scientifique. Mathieu Gallant a fait une expérience qui consistait à coller une ficelle sur un morceau de glace, sans utiliser de colle, en utilisant le sel comme adhésif. Alexandre Poirier a démontré comment on fait gonfler un ballon en le mettant sur une bouteille de boisson gazeuse, grâce à la réaction chimique entre le vinaigre et le bicarbonate de soude (soda). Janelle Arsenault a fait une expérience qu'elle a appelée «La danse des boules à mites»: si on met du vinaigre et du soda dans de l'eau et qu'on y ajoute des boules à mites, des bulles d'air s'accumulent tout autour des boules à mites et les font remonter à la surface. Un fois là, les bulles **d'air** éclatent et les boules redescendent. Et le processus recommence. Denis Arsenault a fait un mini-volcan : à l'aide de soda et de vinaigre, il a été capable de simuler une éruption volcanique.

L'animatrice du club, dont les membres se sont réunis les samedis après-midi à l'école durant six semaines, était Isabelle Maltais, monitrice de français. Chaque semaine, elle a fait faire au moins six ou sept expériences différentes et elle prenait toujours quelques minutes pour aider les jeunes remplir le coupon des Débrouillards qui paraît chaque semaine dans La Voix acadienne, pour qu'ils puissent participer au concours.*

Une vie 100 fumée

Une trousse gratuite pour arrêter de fumer

Par *Jacinthe* ***LAFOREST***

Santé et Bien-être social Canada vient tout juste de lancer un nouveau programme pour inciter les adolescents et adolescentes à cesser de fumer.

L'une des principales composantes de ce programme est une trousse que les personnes visées peuvent obtenir tout à fait gratuitement.

Dans un communiqué de presse émis le 6 avril, on décrit le programme expressément aux adolescentes et adolecsents, afin qu'ils cessent de fumer. Selon ce communiqué, le programme offrirait des conseils et des techniques aux usagers qui songent déjà à renoncer à leur habitude.

Afin d'être plus attrayante aux yeux des jeunes, dit-on, la documentation est offerte dans un emballage de disque compact. Le contenu se veut positif et réaliste. Tout en voulant aider, le programme ne cache pas qu'il est difficile d'arrêter de fumer. On dit aussi que des adolescentes et des adolescents ont été consultés à toutes les étapes de la préparation du programme et leurs réactions ont contribué à donner le produit final.

La trousse Une vie 100 fumée a été lancée dans le cadre de rencontres tenues à Montréal et à Toronto auxquelles ont participé des étudiants, des enseignants, des médecins et d'autres professionnels de la santé. Les renseignements sur comment trouver la trousse sont disponibles dans les écoles, dans les bureaux de médecins et dans les pharmacies. On peut aussi communiquer avec les associations pulmonaires et les professionnels de la santé partout au pays. Les adolescents et adolescentes qui veulent cesser de fumer et qui veulent se procurer la trousse n'ont qu'à composer le l-800-363-3537. La trousse leur sera envoyée gratuitement.

La trousse aide la jeune personne à franchir les étapes nécessaires pour se libérer du tabagisme : préparation mentale, anticipation du jour décisif, abandon de la cigarette et persévérance. La trousse fait valoir les économies qu'on réalisera en cessant de fumer et elle explique comment surmonter les problèmes et symptômes de sevrage qui pourraient se manifester. On encourage aussi les jeunes fumeurs à **trouver** une personne-ressource qui l'encouragera pendant sa cure. La trousse contient des renseignements pour sensibiliser cette personne-ressource aux difficultés de la

Assemblée annuelle de la communauté de Wellington

Les résidants devront revenir pour adopter le rapport financier

Par Jacinthe LAFOREST

Pour la deuxième année consécutive, la communauté de Wellington éprouve des difficultés à présenter un rapport financier en règle. Lors de la réunion annuelle du 31 mars, les résidants de ce village n'ont pas pu adopter le rapport financier.

«On a trouvé des irrégularités. Les livres ne balançaient pas» explique Edgar J.-T. Arsenault, président de la communauté. Les opérations financières du village devront donc être vérifiées, dans les moindres détails et les résidants devront revenir en réunion spéciale, pour adopter le rapport financier. «On avait eu des problèmes l'année passée et j'espérais bien qu'on n' en aurait pas cette année, mais...», confie M. Arsenault.

L'un des autres problèmes de la communauté de Wellington, c'est le crissage des pneus. Les problèmes n'ont pas encore commencé pour ce printemps, indique Edgar Arsenault, mais mieux vaut prévenir que guérir. «Wellington a toujours été le centre de la région Evangéline» dit Edgar et c'est là que les jeunes qui obtiennent leur permis de conduire (il y en a chaque année) font crisser les pneus de leur auto, «d' un bout à l' autre du village».

Il a pourtant expliqué que depuis l'année passée, on pense que les choses se sont calmées car un jeune, dont il allait l' identité, a été accusé et a été obligé de payer une forte amende. Il avait fait crisser ses pneus durant tout un dimanche après-midi et avait recommencé en soirée. Les citoyens ont alors décidé de téléphoner aux policiers, qui ont pris la situation en main. «C'était vers la fin de l'été et la situation s'est calmée après cela» dit Edgar Arsenault.

Il ajoute que depuis l'année passée, Wellington s'est doté d'un comité de citoyens «policiers», qui surveillent les alentours et qui peuvent rapporter toute chose qu'ils jugent anormale. Le crissage des pneus est une de ces choses.

Dans le même ordre d'idée, un programme de bon voisinage (Neighborhood Watch) sera introduit dans le village. Au cours des deux dernières années, on a rapporté quelques vols de bicyclettes, de batteries d'autos et même un moteur de bateau hors bord. Le système du bon voisinage encourage les gens à surveiller non seulement leurs choses, mais aussi celles de leurs voisins. Des enseignes seront placées dans le village pour indiquer à des cambrioleurs

tiels que la communauté se protège, que les objets de valeur sont gravés au burin et qu'ils sont donc difficiles à revendre.

Parmi les autres sujets abordés au cours de cette réunion annuelle, les citoyens ont approuve une hausse de 10 $ du prix qu'ils paient pour faire cueillir leurs déchets. Il en coûte donc 95 $ par année. *

La Cuisine à Mémé en anglais

Tous les membres du Village devraient se prononcer

Tous les membres du Village devraient avoir la chance et l'occasion de se prononcer sur la décision de présenter La Cuisine à Mémé en anglais durant la saison 1993.

Le Village ne semble pas avoir étudié d'autres solutions de rechange.

Ils devraient aussi avoir l'obligation de se prononcer, de dire ce qu'ils pensent. Les membres d'une organisation majeure, économiquement et culturellement, comme Le Village ont des responsabilités.

Une *réunion* ***publique pourrait être un bon moyen de consulter les membres, de leur demander leur avis, de leur suggérer des choix.***

L'une des meilleures suggestions que j'ai entendues depuis le début de ce débat, c'est la présentation d'un spectacle en anglais, qui ne serait pas La Cuisine à Mémé (qui n'aflecterait donc pas l'image que ce spectacle a acquise au fil des ans), et qui relaterait l'histoire des Acadiens à l'Île. Cela pourrait être une version de Port-LaJoye, la pièce qui a été écrite pour le compte de La Belle Alliance, et qui a connu un bon succès. *Cette pièce* ***en trois épisodes (une trilogie) dont seul*** *le* ***premier épisode a été écrit, pourrait être un bel outil d'éducation.***

Une autre suggestion que je ferais aux personnes qui feraient éventuellement la mise en scène d'un tel spectacle, serait d'utiliser en toile de fond les murales que Le Village s'apprête à faire peindre et même, de les faire peindre en gardant cet usage en ligne de compte. La pièce pourrait être divisée en tableaux qui s'animeraient les uns après les autres, et elle pourrait être présentée dans le nouveau centre d'accueil et d'interprétation, pour lequel le Village a obtenu le financement et dont la construction devrait débuter sous peu.

D'autre part, Le Village, qui reçoit des fonds de l'Entente cadre sur la *promotion* ***des langues officielles (on en reparlera la semaine prochaine), se doit de respecter*** *certains principes.* ***Dans un milieu majoritairement anglophone, la langue officielle qui a besoin de promotion, c'est le français. ****

Jacinthe Laforest

Le Village présente un plan de développement ambitieux

Par Jacinthe LAFOREST

Ça n'est pas la première fois que les lecteurs de La Voix acadienne entendent parler du nouveau plan de développement visant à faire du Village un village culturel plutôt qu'historique.

En réunion annuelle récemment à Mont-Carmel, le directeur général du Village, Léonce Bernard, a présenté un plan assez détaillé du projet, et des étapes qu' il contient. L'élaboration de ce plan provient des résultats d' une étude réalisée durant le printemps et l'été 1992.

«Les grandes lignes de l'étude sont de transformer le village historique en un village culturel, tout en gardant l'esprit historique, comme de préserver les artefacts et les bâtiments qui représenteraient mieux l'authenticité des années 1820». Dans son rapport, le directeur général a indiqué que le plan recommande de construire une église qui serait une copie de la première église construite par nos ancêtres, suivant la déportation.

«Pour que Le Village soit rentable dans les années suivantes, il faut absolument attirer le touriste à nos installations d'hébergement et les garder dans la région le plus longtemps possible» dit le directeur du Village.

Le plan se divise en plusieurs volets, visant tous le développement d'un village culturel. Le premier volet sera la construction d'un centre d'administration/réception/ interprétation. Le financement pour ce centre a été approuvé et proviendra de différentes sources, dont l'APECA, le Centre d'emploi (section 25), le Programme de Développement des collectivités (Community Futures), le ministère de l'Industrie et la coopérative d'investissement des employés.

Le bureau de direction a donc approuvé les plans d'un édifice de 40 pieds par 100, qui sera construit à l'endroit où le local de l'artisanat se tient actuellement. Cet édifice comprendra une réception et un centre d' interprétation, entre autres. Eventuellement, on croit que les clients de l'Auberge pourraient se rendre au restaurant par une passerelle couverte qui passerait par le nouveau centre d'interprétation.

Un deuxième volet du plan de développement du Village comprend la tenue d'un festival des arts, débutant cet été, durant tout le mois de juin. Durant ce festival, des étudiants en arts viendraient du Québec pour peindre des murales ou des tableaux représentant l'histoire du complexe touristique. Le Village, et l'histoire des Acadiens.

M.Bemard sait bien que des peintres du Québec ne connaissent pas bien l'histoire des Acadiens, mais c'est justement une façon de faire connaître l'histoire des Acadiens à des gens qui pourront retourner chez-eux et en parler. D'autre part, M. Bernard a souligné que le directeur du projet, qui sera chargé de faire de la recherche sur l'histoire et de dessiner les murales, sera un Acadien de l'Île et que le séjour des jeunes peintres qui viendront du Québec sera parrainé par le Bureau du Québec en Atlantique.

Un troisième volet du plan de développement consiste à développer des forfaits touristiques alléchants et à en faire une promotion agressive. En plus des deux forfaits existant, Le Village présentera un forfait ayant une session sur la pêche et une session sur la culture (danse et musique).

Saison 1993

Le directeur du Village est confiant que la saison 1993 sera bonne. Il qualifie de «assez intéressantes» les prédictions que lui permettent de faire les réservations déjà arrivées. «Nos réservations se chiffrent à 47 pour 100 des chambres disponibles pour la saison.
une augmentation de 6 pour 100 par rapport à l' année dernière»,note-il.*

Le gouvernement fédéral, renouvelle son programme pour les aînés

Ottawa (APF) : Le gouvernement fédéral consacrera 170 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour financer des activités entourant le mieux-être des personnes âgées.

La plus grande partie de cette somme, soit 149 millions, sera consacré au soutien communautaire. Le Programme Nouveaux Horizons qui existe depuis 1972 continuera à offrir des services communautaires aux personnes âgées qui souffrent d'isolement ou qui sont particulièrement vulnérables. À lui seul, ce programme finance 8 500 projets et rejoint 250 000 aînés par année.

Le gouvernement ne peut faire autrement que d'investir dans sa stratégie à l'égard des aînés. En 1991, 3,1 millions de Canadiens, soit 12 pour 100 de la population, avaient plus de 65 ans. On estime qu'en l'an 2000, 4 millions de Canadiens auront plus de 65 ans.

On a aussi décidé de renouveler le programme de recherches portant sur l'autonomie des aînés, ce qui permettra de poursuivre les recherches sur la maladie d' Alzheimer et les autres formes de démence, ainsi que les études sur l'ostéoporose.

La société canadienne est vieillissante et les personnes âgées vivent souvent dans la pauvreté, malgré une amélioration de leur situation économique.

Chaque mois, plus de 19 000 personnes atteignent l'âge de 65 ans. Les personnes âgées entre 55 et 64 ans formeront 13 pour 100 de la population canadienne totale en l'an 2011, alors que les 65 à 74 ans représenteront 11,3 pour 100 de la population.

Le Village confirme son intention de présenter La Cuisine à Mémé en anglais

Par Jacinthe LAFOREST

La direction du Village, à Mont-Carmel, a confirmé en réunion annuelle le lundi 5 avril la décision de présenter le spectacle de La Cuisine à Mémé en anglais deux soirs par semaine durant la saison estivale de 1993.

Depuis que La Voix acadienne a rendu publique la décision du Village de présenter deux spectacles de La Cuisine à Mémé en anglais, plusieurs personnes se sont prononcées publiquement contre. Deux de ces personnes représentaient des organismes.

On est concerné de protéger la langue **comme d'autres** ***organisations» Léonce Bernard***

Qu'est-ce que Le Village a l'intention de faire, pour répondre aux préoccupations de ces personnes et organismes? La présidente du Village, qui terminait son mandat au cours de la réunion annuelle, Mme Colette Aucoin, a déclaré que Le Village avait déjà indiqué à ces personnes que Le Village avait l'intention de mettre sur pied, dès après la réunion annuelle, un comité qui serait chargé d'étudier sa mission et ses objectifs. «Les personnes qui nous ont écrit ne voient pas la mission du Village comme nous on la voit», poursuit la présidente. Elle a confirmé que pour cet été, Le Village allait de l'avant avec son intention et que cette décision ne va pas à de ses objectifs.

Puis, prenant la parole, Léonce Bernard, directeur général, a dit : «Lorsqu'il m'a embauché, le bureau de direction ne m'a pas dit qu'il fallait que je protège la langue, il m'a dit qu'il fallait que je fasse de l'argent pour Le Village.» Cette affirmation, pour le moins maladroite, a pourtant été accueillie par des applaudissements spontanés, assez fournis, des quelque 60 membres présents. M. Bernard a nuancé ses propos en déclarant ; «On est concerné de protéger la langue française, comme d'autres organisations.»

Une fois la discussion lancée, il a été facile de faire parler les gens. Monic Gallant est une artiste qui a joué dans La Cuisine à Mémé à quelques reprises. Elle est aussi présidente du Conseil des arts Évangéline. Prenant la parole, elle a demandé au directeur du Village si les membres auraient l'occasion de donner leur opinion sur la question. «Je pense que les membres devraient avoir la chance de dire ce qu'ils pensent.» La direction du Village a alors informé les membres présents qu'ils avaient le droit de

Monic Gallant pense que les membres devraient dire ce qu'ils pensent en réunion publique.

demander au bureau de direction de tenir une réunion générale spéciale des membres du Village pour discuter de la question.

C'était assez pour que les membres donnent enfin leur avis. Jean-Pierre Arsenault a dit qu'il était fier que Le Village fasse des spectacles en anglais. Sandy Gallant travaille au Village depuis plusieurs années. TIAPEI lui a décerné récemment son prix Hospitalité. «Il y a aussi nos propres familles... S'il y avait un spectacle en anglais dans la région ici, on n'irait pas au spectacle à Summerside», a-t-elle affirmé, avant d'ajouter qu'il faudrait tout de même «garder le français une priorité.»

Voyant que les discussions étaient pour s'éterniser, la présidente du Village, Colette Aucoin, a invité le monde à voter sur la question à la demande d'une personne présente.

Les résultats du vote secret ont été annoncés quelques minutes plus tard : 52 étaient en faveur des spectacles en anglais pour 1993, six personnes se sont prononcées contre.

Monic Gallant, qui voulait que les membres aient l'occasion de se prononcer, n'a pas été surprise par les résultats. Rejointe à la sortie de la réunion, elle a rappelé que les membres n'étaient pas tous là

Les personnes qui nous ont écrit ne voient pas la mission comme nous: Colette Aucoin

(Le Village compte 285 membres et le membership est ouvert aux habitants de toute la région Evangéline, et non seulement à Mont-Carmel, comme au début). Monic croit encore qu'une réunion publique où les membres auraient l'occasion d'entendre tous les côtés et d'entendre aussi peut-être des solutions de rechange pourrait être une bonne idée. *

Heure du conte... l'heure du rêve

(J.L.) Janelle Richard se concentre sur son travail. Elle découpe soigneusement des images de Pâques, pour faire un mobile. Janelle participait avec une dizaine d'autres enfants à l'heure du conte, le samedi 3 avril, à la bibliothèque publique d'Abram-Village. Cette activité était organisée en collaboration avec la division des bibliothèques publiques de l'Île. Les gagnants des prix sont Julie Arsenault, Marise Arsenault et Guy Gallant. *

Statistique Canada publie de nouveaux chiffres

Saint-Louis n'a plus droit aux services fédéraux en français

Par Jacinthe LAFOREST

Selon des nouveaux chiffres publiés par Statistique Canada et provenant des données du recensement de 1991, les habitants du village de Saint-Louis dans la région Prince ouest n'auraient plus le droit de recevoir des services fédéraux en français.

Le plus drôle c'est qu'à Saint-Louis même, le seul service fédéral qui est disponible, selon nos informations, c'est le bureau de poste. Et la personne qui y travaille continuera d'y travailler. Donc, pour les gens, rien ne changera. Ils continueront d'avoir accès aux services qui peuvent être disponibles en français à Tignish, à Alberton ou à O'Leary (le Centre d'emploi est dans cette localité) et aux bureaux à aires de service provinciales qui sont situés à Charlottetown.

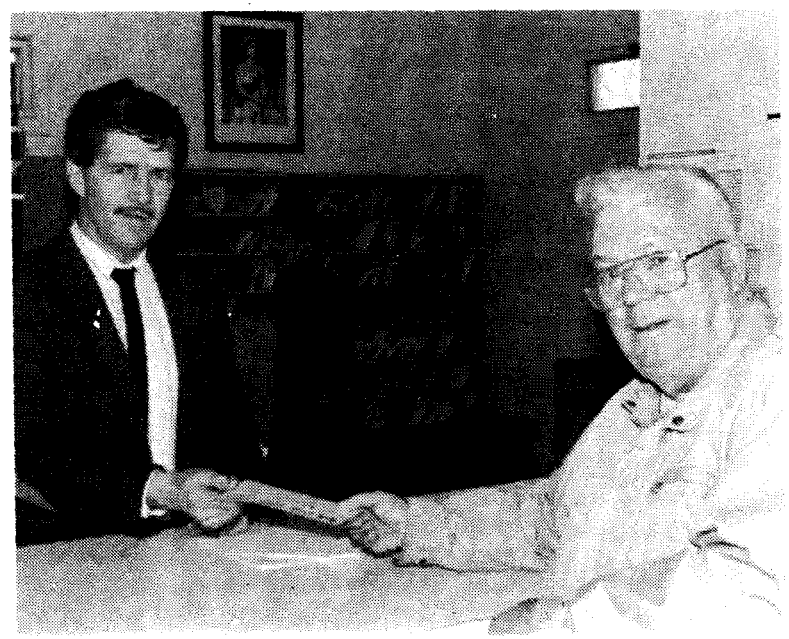
Même si dans les faits, les résultats ne seront pas désastreux, la Société Saint-Thomas d'Aquin est d'avis que la situation à Saint-Louis est un signe que le nouveau système de désignation des districts et des aires de service appliqué par le Conseil du Trésor fédéral est loin d'être parfait. Selon le directeur général de la SSTA, Aubrey Cormier, Saint-Louis est victime du nouveau système de désignation : si cette localité se trouvait dans le district de Tignish, ce serait avantageux et pour Saint-Louis et pour Tignish. Il note que la situation a été abordée au cours d'entretiens avec le Conseil du Trésor.

La situation n'est pas dramatique pour Saint-Louis, mais on se souviendra que Charlottetown est aussi visé par ce nouveau système de désignation. Encore une fois, on l'échappe belle car plusieurs bureaux situés à Charlottetown ont des vocations provinciales.

Mais un bureau comme le Centre d'emploi du Canada, dont la vocation est locale, ne serait plus obligé d'offrir des services en français, en vertu de la Loi sur les langues officielles, dont les nouveaux règlements sont entrés en vigueur le 16 décembre 1992. «Encore là, cela ne veut pas dire que les services cesseront d'être offerts» dit Aubrey Cormier.

Pour Kurt Inder, agent régional au Commissariat aux langues officielles en Atlantique, la question est purement théorique. Les habitants de Saint-Louis ne cesseront pas d'avoir accès aux services en français des bureaux environnants; juste parce qu'ils demeurent à Saint-Louis. Il a expliqué que dans d'autres localités, le contraire s'est produit et qu'elles **ont maintenant** droit à des services fédéraux en français. Sauf que dans plusieurs de ces localités, les services fédéraux ne sont pas disponibles du tout, pas plus en anglais qu'en français.

Il signale aussi en passant que ces chiffres proviennent du recensement de 1991 et que jusqu'à nouvel ordre, ce sont les chiffres du recensement de 1986 qui servent de référence.



Le bureau **de poste est le seul service fédéral qui soit disponible dans le village de** *Saint-Louis. Joseph Doucette, le maître de poste, s'occupe d'Edgar Perry, un résidant du village. (Photo* : Debbie Horne)

Ces chiffres que vient de publier Statistique Canada sont considérés comme l'estimation la plus exacte possible de la population francophone et anglophone des régions métropolitaines de même que des villes et villages du pays.

Ces **récentes** statistiques sont importantes pour les francophones parce que ce seront elles qui seront utilisées par le Conseil du Trésor pour déterminer où, et surtout quels services fédéraux seront obligatoirement offerts en français en vertu des nouveaux règlements de la Loi, en vigueur depuis le 16 décembre 1992, comme on l'a mentionné plus tôt.